

**QUEL DÉVELOPPEMENT
POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?**

William Bolouvi (2007)
Paris, L'Harmattan, 309 p.

**Comptes
rendus**

Dans un texte remarquable publié en 1996 dans les *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, Jean-Philippe Peemans¹ divisait la crise de la pensée sur le développement en deux phases. La première crise des années 1980, qu'il appelle « la contre-révolution néolibérale », était l'œuvre d'économistes néoclassiques qui n'hésitaient pas à déclarer la mort de l'économie du développement dans le but de recentrer le développement dans le cadre du marché international supposé être un meilleur vecteur de croissance que l'État. Et la seconde, actuelle, dont le *postdéveloppement* est l'un des aspects, « une crise de reconstruction » en opposition à « la crise de déconstruction » des années 1980. Alors que l'objectif de certains économistes des années 1980 était de délégitimer les politiques de développement qui s'étaient appuyées durant la période 1950-1970 sur les principes néokeynésiens, structuralistes et néomarxistes, dans l'actuelle « crise de reconstruction », l'accent est principalement mis sur la reconsidération de l'aspect politique du développement et l'autonomisation des sciences du développement par rapport au champ économique. Ce livre de William Bolouvi participe à « la crise de reconstruction » de la pensée sur le développement.

En effet, à l'instar de Colon Leys² et de Jean-Philippe Peemans³, William Bolouvi passe en revue les heures de gloire et de malheur des théories du développement. Le thème du livre est le développement de l'Afrique subsaharienne. Sa problématique

THIERRY AMOUGOU

Maître de conférence

*Institut des Études
du développement*

Université Catholique de Louvain

Amougou74@hotmail.com

est une tentative de permettre à l'Afrique noire de maîtriser les clés de lecture de son développement en sortant des schémas jadis tracés pour elle par d'autres. L'auteur, économiste et enseignant à l'Université de Lomé au Togo depuis 30 ans, fait preuve d'une grande érudition dans les théories du développement depuis les années 1950 jusqu'aux derniers avatars que sont le *postdéveloppement* et la théorie de la décroissance. Il utilise une méthode que l'on peut qualifier d'historico-structurelle non seulement pour évoquer et critiquer les politiques passées, mais aussi pour montrer les bases sur lesquelles devraient se faire les modifications institutionnelles futures. Cela ne transforme pas pour autant les acteurs en épiphénomènes par rapport aux structures. Ce sont eux, notamment les leaders politiques et les économistes, qui sont chargés d'opérer les changements structurels préconisés par l'auteur. L'arrière-fond analytique semble néokeynésien. En effet, dans la mesure où l'optimum peut donner lieu à des inégalités fonctionnelles, l'auteur rappelle les travaux de Pigou qui préconisent l'intervention de l'État comme arbitre des externalités positives et négatives.

Cela dit, les chapitres 1, 2 et 3, à savoir, « Genèse et évolution de la théorie du développement », « L'impasse de la théorie économique » et « La crise de la théorie économique », mettent respectivement en évidence l'essor théorique sur le développement et son désenchantement dans les années 1980. Le chapitre 4, « À la recherche de la théorie d'un autre développement », traite et interroge les nouveaux concepts ou « le développement à particules » (développement social, développement humain, développement local, développement solidaire, développement durable). Ce chapitre souligne aussi le rôle des organisations internationales (ONU, PNUD, CNUCED) dans l'élaboration de ces nouveaux concepts afin d'élargir l'approche du développement. « La théorie de l'après-développement », chapitre 5, met l'accent sur la nécessité et l'urgence d'un changement de la théorie économique dominante. Il revient abondamment sur la notion de « décroissance » dont l'auteur, en s'inspirant des travaux de Serge Latouche, essaie de montrer l'importance pour la sauvegarde de l'énergie, la protection de l'environnement, la sortie de l'économisme et la réorganisation soutenable de l'échange international.

Après ces rappels et discussions théoriques, William Bolouvi se fixe en filigrane deux objectifs. Dans la suite de son livre, il veut réhabiliter la théorie économique dans le traitement des problèmes de développement et placer le politique, au sens de mode de régulation, au centre du processus de développement. Aussi, la question centrale du livre, *Quel développement pour l'Afrique subsaharienne ?* trouve une réponse dans les quatre derniers chapitres. En effet, William Bolouvi écrit : « L'économie du sous-développement et la théorie du sous-développement ayant abouti à un échec irréversible, je suggère qu'en Afrique subsaharienne, en tous cas dans les pays classés pauvres, elle cède la place à une économie de l'optimum fondée sur une théorie de l'optimum économique » (p. 159).

Que signifie donc ce développement basé sur une économie de l'optimum, notion microéconomique et néoclassique développée par Pareto ?

Pour l'auteur, cela correspond à « un aménagement du sous-développement afin de le rendre habitable » (p. 254). Autrement dit, « pour un continent qui va à la dérive, l'économie de l'optimum, doit au départ déterminer les priorités dans les besoins. La fixation de ces priorités est, de nos jours, facilitée par l'abondance des lois et données scientifiques déterminant les conditions de vie et d'épanouissement de l'être biologique » (p.166). L'espace de définition de cet optimum est donc l'espace national représenté par l'État alors qu'un pouvoir politique que l'auteur souhaite *prophète, instituteur et gendarme*⁴ est chargé d'en définir les objectifs et les instruments sachant qu'il fera face à des choix économiques antagoniques. L'essentiel, comme le dit l'auteur, « est de savoir distinguer le minimum d'optimum et le sous-optimum de l'optimum qui lui, définit la situation économique, sociale et environnementale la plus favorable possible à un moment donné » (p. 117). Dans ces conditions, il va sans dire que toutes les données anthropologiques et sociologiques que certains économistes⁵ croient être des blocages au développement de l'Afrique subsaharienne (lignage, autoconsommation, parentèle, droits fonciers collectifs, dépendances diverses, famille élargie, contraintes de redistribution, paysanneries non capturées par le capital...) ne sont que la traduction plus ou moins imparfaite de paramètres fournis par des structures caractérisant l'équilibre *ex ante* de ces sociétés. Paramètres à partir desquels il faut construire un développement conçu comme une politique de l'optimum économique. C'est une voie non seulement de sortie de la logique de rattrapage des théories traditionnelles du développement, mais aussi de la logique de l'occidentalisation que dénonce *le postdéveloppement*. D'où une thèse qui, en termes simples, consiste à provoquer un changement structurel pour que *le minimum pour tous* soit atteint.

Cependant, même si l'auteur souligne bien la difficile émergence « d'un pouvoir idéal », les problèmes de démocratie, la dépendance extérieure et le néolibéralisme comme des obstacles à la réalisation de l'économie de l'optimum en Afrique subsaharienne, le livre présente quelques limites.

Les cinq premiers chapitres consacrés aux gloires et malheurs des théories du développement ont pour toile de fond la théorie macroéconomique et non ses effets réels sur les populations qui en sont victimes, bien qu'elles en soient, de façon marginale, actrices. L'érudition théorique éloigne constamment le lecteur des populations africaines cibles qu'il ne met pas assez en évidence comme des peuples capables de stratégies de développement autonomes. Quelle pertinence peut par exemple avoir la décroissance pour le développement en Afrique noire sachant que la croissance réelle est centrale dans la lutte contre la pauvreté ?

Ces cinq premiers chapitres montrent aussi que l'auteur reste largement dépendant de sa formation d'économiste et n'arrive pas à faire une synthèse complète de la pensée sur le développement en ouvrant ses arguments à

d'autres sciences sociales aujourd'hui largement intégrées dans les études du développement. Aussi le développement reste par moment assimilé à la seule croissance économique et l'optimum reste purement économique sans précisions claires sur ses dimensions sociale, démographique et environnementale.

Pour ce qui est de sa théorie de l'optimum, plusieurs questions viennent à l'esprit : 1) Quel est le lien entre l'optimum conceptuel ou idéal-typique et l'optimum réel ? 2) A quoi correspond un optimum économique dans la pauvreté ? 3) Quels sont les liens nécessaires entre les secteurs d'activité (industrie, agriculture, commerce, administrations...) pour construire l'optimum national ? 4) Quelles est la place des pratiques populaires de développement (pratiques dites informelles) dans la détermination de cet optimum sachant que l'auteur place les acteurs et les institutions formels (État, pouvoir politique central, technocratie biológico-économique) au centre de sa politique de développement ? 5) Quels sont les liens entre l'optimum communautaire et l'optimum national ? Quelles sont les conditions de réalisation du « pouvoir idéal » devant piloter la politique de l'optimum ? En quoi l'optimum est-il différent de la recherche d'une satisfaction des besoins essentiels ?

Le caractère inévitablement dynamique de l'optimum économique n'est pas abordé. Comment se comporte-t-il par rapport aux rapports asymétriques Nord-Sud, à la mondialisation, à l'intégration régionale, à l'évolution des pratiques et des préférences nationales ? Comment l'Afrique subsaharienne sortira-t-elle de l'économie néolibérale, comme le souhaite l'auteur, étant donné qu'à la p. 202 il affirme qu'« il ne peut y avoir d'économie de l'optimum sans échanges internationaux, sans moyens de communication internationaux et sans moyens technologiques ».

Le dernier chapitre, « Comment financer l'économie en Afrique noire ? », est assez frustrant. Il se limite à une critique du financement de quelques plans quinquennaux africains et de l'assistance financière sans donner des moyens originaux de financement de l'optimum économique dont parle l'auteur. Quel peut être l'optimum dans l'organisation des systèmes financiers africains où le secteur financier informel est très étendu et le secteur financier formel extraverti ?

Puissent ces questions trouver réponses dans ce que souhaite William Bolouvi, c'est-à-dire l'ouverture d'un site Internet pour chaque pays intéressé à la préparation d'un forum économique dont l'objectif est d'élaborer des politiques et des programmes allant dans le sens de l'optimum économique dans chaque pays au sud du Sahara. Avec cette théorie de l'optimum économique dont il esquisse les contours, Bolouvi entrouvre une porte dans le projet de sortir de l'impasse actuelle de la pensée sur le développement de l'Afrique subsaharienne. Son mérite est de proposer une piste de solution qui, bien sûr, reste à explorer pour devenir opérationnelle.

Notes

- 1 J.Ph. PEEMANS, 1996, « L'utopie globalitaire », *L'économie à la recherche du développement*, Paris, Presses universitaires de France, p.62-76.
- 2 C. LEYS, 1996, *The Rise and Fall of Development Theories*, Nairobi, Bloomington, Oxford, EAEP, Indian University Press, J. Currey.
- 3 J.Ph. PEEMANS, 2002, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Essai sur les rapports entre l'évolution des théories du développement réel dans la seconde moitié du xx^e siècle*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant ; Paris, L'Harmattan.
- 4 Voir J. AUSTRUY, 1968, *Le Scandale du développement*, Paris, Éditions Marcel Rivière et Cie.
- 5 Voir A. KABOU, 1991, *Et si l'Afrique refusait le développement*, Paris, L'Harmattan. Et surtout la thèse de *l'économie affective* développée par G. HYDEN, 1980, *Beyond Ujamaa in Tanzania : Underdevelopment and Uncaptured paysantry*, Londres, Heinemann.